

**RECONSTRUCTION DE L'HÔPITAL D'AUCH : L'ENVELOPPE ALLOUÉE EST
"LARGEMENT INSUFFISANTE, IL FAUT AUJOURD'HUI À MINIMA LE DOUBLE"
ALERTE LA CGT SANTÉ**



L'enveloppe de 135 millions d'euros annoncée par l'ancien Premier ministre Jean Castex pour financer la reconstruction de l'hôpital d'Auch serait-elle aujourd'hui insuffisante ? C'est la grande crainte exprimée il y a quelques jours sur notre antenne par la CGT, syndicat majoritaire au sein de l'établissement de santé. En début de semaine, les représentants du syndicat participaient aux côtés des acteurs du projet à la commission d'analyse des terrains. Cette réunion censée déterminer le choix du futur site de l'hôpital, n'a fait qu'accentuer les inquiétudes de Benoît Daussat, secrétaire général CGT du centre hospitalier. Il tire la sonnette d'alarme. Entretien :

Quels sont les enseignements à tirer de la "commission d'analyse des terrains" à laquelle vous avez participé et qui était l'occasion de faire un point sur le projet de reconstruction de l'hôpital d'Auch ?

Benoit Daussat, secrétaire CGT à l'hôpital d'Auch : "Nos doutes, que nous avons exprimés en début de mois sur votre antenne, se sont malheureusement confirmés. Pour rappel, on a annoncé que pour nous l'enveloppe qui était allouée par l'Etat pour une nouvelle construction d'un nouvel hôpital à Auch n'était pas assez importante. Cela s'est confirmé mardi lors de la réunion. On est aujourd'hui largement au-delà des 135 millions d'euros qui avaient été annoncés par le ministre Jean Castex lors de sa venue. Depuis le début que le montant de l'enveloppe a été annoncé, on a émis de forts doutes sur comment cette somme avait été calculée. Quand on ne connaît pas le projet médical, le nombre de mètres carrés nécessaires, ni le site, sortir un montant de la sorte, c'est complètement aberrant. Aujourd'hui, il y a un travail énorme qui a été fait par la communauté médicale et les différents acteurs sur le projet médical, qui semble répondre aux besoins de la population gersoise et à leurs attentes. Aujourd'hui, il faut au moins 55 000 m² pour accueillir le nouvel hôpital. Et les estimations réalisées avec le capacitaire par un cabinet d'experts indiquent que l'enveloppe allouée par le gouvernement est largement insuffisante."

Quels sont les scénarios qui vous ont été présentés et quelle somme faudrait-il aujourd'hui pour reconstruire un hôpital flambant neuf ?

"Il y a deux sites qui nous ont été présentés pour accueillir le nouvel hôpital d'Auch (NDLR, un projet sur Pavie et une autre possibilité sur un terrain jouxtant l'hôpital). Mais, le problème aujourd'hui ce n'est pas le site, l'hôpital peut s'implanter sur l'un des deux sites sans difficulté, la problématique c'est l'enveloppe qui est largement insuffisante pour mener à bien un tel projet. Dans les scénarios qui nous ont été montrés, et dont les contours ont été définis par un cabinet d'experts mandaté par la direction de l'hôpital, il faut à minima le double des 135 millions d'euros qui ont été alloués par le gouvernement."

Face à cette problématique du financement, craignez-vous aujourd'hui que le projet tombe à l'eau ?

"On l'espère pas. Mais on ne veut surtout pas d'un hôpital au rabais et sous-dimensionné, comme solution de repli. On acceptera jamais que l'on puisse perdre à nouveau des lits sur l'hôpital, on connaît la problématique que l'on rencontre parfois aux urgences, avec des patients qui restent 24h ou 48h sur des brancards en raison de manque de lits dans l'hôpital, donc on va poursuivre le combat que l'on mène au quotidien pour offrir aux usagers gersois un accueil digne".

Quelles sont désormais les prochaines échéances au sujet de ce dossier ?

"Le dossier est maintenant reparti à l'ARS et à la Préfecture. On attend désormais des annonces rapides, même urgente. Il y a des demandes fortes de la communauté médicale et des agents pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions et offrir de bonnes conditions d'accueil et de soins pour les usagers de l'hôpital. Ca fait 18 mois aujourd'hui que les équipes travaillent sur ce projet médical, maintenant il faut que l'Etat agisse. Les gersois doivent savoir comment ils seront soignés dans les années à venir sur le département."